

La voix de l'Opposition de gauche

PS. Enfumage ou comment la soi-disant gauche du PS manoeuvre pour faire passer l'accord patronal du 11 janvier.

01.02.2013

Comment concilier les intérêts collectifs fondamentaux des travailleurs du secteur privé avec ceux des patrons, non ce n'est pas une question, c'est ce à quoi la soi-disant gauche du PS prétend pouvoir parvenir, je vous laisse deviner au profit de qui. L'extrait de l'article qui suit se passe de commentaires tellement son contenu est facile à saisir.

- Comment donner de la marge de manoeuvre aux parlementaires sans casser la dynamique de dialogue avec les partenaires sociaux initiée par le tandem Hollande-Ayrault ? C'est l'équation que tentera de résoudre Jean-Marc Germain, ancien directeur de cabinet de Martine Aubry et futur rapporteur du texte, dans les semaines à venir. *"On marche sur des oeufs, tout est une question de doigté"*, admet le député des Hauts-de-Seine qui pilote la transposition de l'accord en texte juridique. Il faudra être *"dans la loyauté avec les signataires"* mais aussi rester *"à l'écoute des non-signataires"*, explique-t-il. Comment concilier les deux ? En entreprenant *"un travail de bénédictin dans la précision et dans la vérification de tous les risques, de toutes les insuffisances"*, préconise-t-il.

En revanche, du côté des députés de l'aile gauche du PS, la pilule a plus de mal à passer. Parce que l'accord est jugé *"clairement déséquilibré en faveur des propositions du Medef"* et que les avancées *"qui pourraient être intéressantes"*, comme la taxation des CDD ou encore le droit rechargeable au chômage, sont considérées comme *"insuffisantes"*. Mais aussi parce que le vote du pacte de compétitivité, le premier virage social-démocrate du quinquennat, leur reste en travers de la gorge. *"Les députés souhaitent imposer un certain nombre de contreparties aux entreprises et ils ont été faiblement entendus"*, rappelle Emmanuel Maurel, chef de file de l'aile gauche du parti. Cette fois, *"le Parlement doit vraiment revoir la copie"*, affirme-t-il, refusant que la négociation sociale prime sur la loi. *"On compte amender ce texte pour le rééquilibrer en faveur des salariés"*, abonde sa camarade Marie-Noëlle Lienemann, qui mènera la fronde au Sénat.

"Et qu'on ne vienne pas me raconter que quand un accord est signé entre les partenaires sociaux, le Parlement doit l'accepter tel quel", s'emporte la sénatrice de Paris, estimant que les syndicats signataires (CFTC, CGC, CFDT) représentent une *"minorité"* de salariés. *"Il n'y a jamais dans la social-démocratie des cadeaux faits aux entreprises sans contreparties. Ça, c'est social-libéral"*, lâche-t-elle. lepoint.fr 31.01

Plus d'un siècle auparavant, Engels avait raison de dire qu'à présent il faudrait abandonner la caractérisation sociale-démocrate au profit de communisme, car elle ne reflétait déjà plus l'évolution du mouvement ouvrier. Il dira dans la foulée que dorénavant il faudra construire des partis communistes qui deviendront les sections de la prochaine Internationale, il parlait de la IIe Internationale, dont chacun sait qu'elle fut social-démocrate et passa avec armes et bagages dans le camps de la réaction en 1914. Quant à la IIIe Internationale, qui se dénomma Internationale Communiste sous l'impulsion de Lénine, elle fut ensuite détruite par l'anticommuniste Staline.

Pour notre part, nous considérons qu'il n'y a aucun cadeau à faire au patronat, qui en tant qu'exploiteur se gave déjà sur notre dos. Manifestement nous ne représentons pas les mêmes intérêts de classe que Marie-Nöelle Lienemann.

En appeler aux institutions de la Ve République, à ses serviteurs zélés, c'est se vautrer dans le pire opportunisme qui soit, c'est soutenir le régime en place.

Autre question qui peut intéresser les militants. Faut-il utiliser les contradictions qui se font jour au sein du PS ? Certains s'empresseront de répondre positivement, en réalité c'est mal poser la question : comment peut-on utiliser les contradictions qui existent au sein du PS ? Je ne suis pas sûr que ce soit encore la bonne manière de la poser, car il semblerait que ces contradictions n'ont pas vraiment, elles ne sont qu'apparentes en réalité, et que pendant des décennies et des décennies ce fut une escroquerie politique de nous le faire croire, oui je sais une de plus, je n'y peux rien je ne fais que les relever au fur et à mesure de l'actualité.

Faudrait-il encore se demander sur quoi elles portent au juste et à quel moment elles se manifestent. Ainsi on s'apercevrait qu'au sein de ce parti les uns et les autres se partagent les rôles, entre ceux qui s'adressent directement au patronat et donc mettent en avant ses intérêts, et ceux qui s'adressent aux électeurs du PS qui au fur et à mesure que le PS une fois parvenu au pouvoir applique sa politique réactionnaire prennent leur distance avec ce parti ou lui tourne le dos, pour les ramener dans son giron en vue des prochaines élections ou pour assurer la stabilité du régime, ils jouent le rôle de rabatteurs pour les premiers cités, pour le régime quoi.